

République centrafricaine – Urgence complexe

30 septembre 2023

COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION

6,1 MILLIONS	3,4 MILLIONS	2 MILLIONS	514 547	749 334
Population estimée de la RCA	Nombre estimé de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire	Nombre attendu de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë entre septembre et avril	Déplacés internes en RCA	Nombre de réfugiés de RCA résidant dans les pays voisins
<i>ONU, novembre 2022</i>	<i>ONU, novembre 2022</i>	<i>IPC, mai 2023</i>	<i>HCR, août 2023</i>	<i>HCR, août 2023</i>

- LA RCA continue de faire face à des besoins humanitaires élevés et à la détérioration des conditions économiques résultant de la crise sécuritaire au Soudan à la fin du mois de septembre. En réponse, les partenaires du gouvernement américain, le HCR et le PAM, ont fourni une assistance alimentaire aux communautés d'accueil et à plus de 1 160 personnes déplacées relogées dans un site officiel depuis le mois de mai.
- Près de 37 300 réfugiés tchadiens et rapatriés centrafricains, ainsi que des membres des communautés d'accueil, dans la préfecture d'Ouham-Pendé, ont toujours besoin d'une aide humanitaire.
- La persistance du conflit entre groupes armés dans la préfecture du Haut-Mbomou a exacerbé les besoins humanitaires, avec environ 80 % des personnes ayant un besoin urgent d'aide humanitaire et de protection dans la préfecture, selon l'ONU.



TOTAL DU FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

En interventions d'urgence en RCA pour l'exercice fiscal 2023

USAID/BHA ¹	103 926 103 \$
Département d'État/PRM ²	55 824 800 \$

Pour connaître la répartition complète du financement entre les partenaires, voir le tableau détaillé en page 7

Total 159 750 903 \$
¹ Bureau USAID d'assistance humanitaire : USAID's Bureau for Humanitarian Assistance (USAID/BHA)

² Bureau pour la Population, les Réfugiés et les Migrations du Département d'État américain (Département d'État/PRM)

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

La crise au Soudan exacerbe les besoins humanitaires existants et l'insécurité alimentaire

Le conflit en cours au Soudan entre les Forces de soutien rapide et les Forces armées soudanaises a poussé plus de 18 500 personnes, dont environ 13 800 réfugiés soudanais et 4 700 rapatriés de la RCA, à chercher refuge dans le nord de la RCA entre avril et septembre, selon l'ONU. Les nouveaux arrivants, dont beaucoup de femmes et d'enfants, se sont principalement installés dans les préfectures de la Bamingui-Bangoran, la Haute-Kotto et la Vakaga. Cependant, les acteurs de l'aide humanitaire notent que les chiffres réels de déplacement dans la région frontalière entre la RCA et le Soudan restent fluides ; en juin, les personnes déplacées continuaient à retourner au Soudan lorsque les conditions de sécurité le permettaient, principalement pour accéder aux marchés et aux services de base, d'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'afflux de réfugiés et de rapatriés a exercé une pression supplémentaire sur les ressources déjà limitées des populations hôtes touchées par le conflit et les inondations dans les préfectures du nord-est, dont beaucoup ont besoin d'une aide humanitaire multisectorielle - en particulier pour l'alimentation, la santé, la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) - afin de répondre aux besoins de base, selon l'ONU. L'intensification du conflit au Soudan a également entraîné des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et une augmentation des prix des denrées alimentaires sur les marchés régionaux. En raison de la demande accrue en produits alimentaires et non alimentaires de la part des personnes déplacées et de la perturbation des échanges commerciaux avec le Soudan, principal fournisseur de produits de base dans la capitale de la Vakaga, Birao, et dans la ville de Ndélé (préfecture de Bamingui-Bangoran), les prix de plusieurs produits de base tels que le millet et le sucre ont doublé à Birao entre avril et septembre, selon l'ONU. Sans assistance alimentaire supplémentaire, les habitants de la Vakaga devraient connaître des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë - Urgence-IPC 4 ou pire - entre septembre 2023 et mars 2024, principalement en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires de base et des possibilités de subsistance limitées, selon une analyse de la classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC).³

En réponse aux besoins humanitaires élevés dans la Vakaga, le Programme alimentaire mondial (PAM), partenaire de l'USAID/BHA, continue de fournir une assistance alimentaire aux populations hôtes et soutient le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans la fourniture d'une assistance alimentaire d'urgence aux réfugiés soudanais et aux rapatriés centrafricains dans les zones touchées. Par l'intermédiaire du HCR, le PAM a atteint au moins 1 160 personnes sur le site de Korsi, un camp de personnes déplacées à Birao, où plus de 1 850 personnes ont été relogées à la fin du mois de septembre.

Les réfugiés tchadiens, les rapatriés centrafricains et les communautés d'accueil ont des besoins humanitaires élevés

Les violences intercommunautaires au Tchad entre les communautés agricoles et pastorales le long de la frontière entre la RCA et le Tchad ont provoqué un afflux de près de 37 300 personnes - dont plus de 5 600 rapatriés centrafricains - dans les communes de Bah-Bessar et de Mia-Pendé dans la sous-préfecture de Paoua (préfecture de l'Ouham-Pendé) en RCA, ainsi que dans la sous-préfecture de Markounda (préfecture de l'Ouham), entre avril et mi-septembre, selon l'ONU. Les populations

³ L'IPC est une initiative multipartenaires qui a développé une échelle standardisée pour classer la sévérité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire. L'échelle IPC, qui est comparable à travers les pays et le temps, va de Minimale-IPC 1 à Famine-IPC 5 pour une insécurité alimentaire aiguë. La phase 5 de l'IPC est qualifiée de « catastrophe » lorsqu'il s'agit de classer un ménage et de « famine » lorsqu'il s'agit de classer une zone. On parle de famine lorsqu'au moins 20 % de la population d'une région donnée est confrontée à un manque extrême de nourriture, que la prévalence de la malnutrition aiguë globale, mesurée par le Z-score poids/taille, dépasse 30 % et que le taux de mortalité est supérieur à 2 pour 10 000 par jour.

déplacées sont principalement hébergées par les communautés d'accueil à Paoua, où au moins 200 000 personnes avaient besoin d'une aide humanitaire avant l'afflux. Alors que la pression supplémentaire sur les infrastructures et les services limités des communautés d'accueil - en particulier en matière de santé et de WASH - et l'augmentation des prix des produits alimentaires et non alimentaires en raison de la perturbation des échanges commerciaux continuent d'alimenter les besoins, le manque de ressources entrave la capacité des acteurs humanitaires à fournir une assistance suffisante dans la région. Seulement 22 % des 1 000 ménages représentatifs des communautés déplacées et d'accueil interrogés par l'OIM à Bah-Bessar et Mia-Pendé ont reçu une aide humanitaire, quelle qu'elle soit, entre avril et juillet. Selon l'OIM, les ménages déplacés et les membres des communautés d'accueil ont toujours un besoin urgent et croissant d'une aide alimentaire supplémentaire en nature, de fournitures de secours telles que des kits d'hygiène, des ustensiles de cuisine et des fournitures pour les abris, et d'un soutien WASH.

Les efforts préliminaires du HCR et de la Commission Nationale pour les Réfugiés en République Centrafricaine visant à réduire la pression sur les communautés d'accueil en déplaçant les populations loin des villages frontaliers vers un nouveau site à Paoua n'avaient réuni que peu de participants au mois d'août, selon le HCR. Selon une enquête de l'OIM réalisée en juillet, la plupart des réfugiés tchadiens à Bah-Bessar et Mia-Pendé hésitent à quitter leurs villages d'arrivée initiaux en RCA en raison de la proximité de ces villages avec la frontière, qui permet aux personnes déplacées de retourner occasionnellement dans leurs zones d'origine pendant les périodes de moindre violence. Les réfugiés ont également cité la présence d'une communauté familière comprenant d'autres personnes de leur région d'origine, des possibilités limitées mais connues d'agriculture de subsistance sur des terres louées à des ménages de la communauté d'accueil, et des conditions de sécurité satisfaisantes comme les principaux facteurs contribuant à leur réticence à déménager.

Près de 80 % des habitants du Haut-Mbomou ont besoin d'une aide multisectorielle

La situation sécuritaire et humanitaire du Haut-Mbomou a continué à se détériorer entre mars et septembre. Les affrontements entre groupes armés rivaux ont provoqué des déplacements, exacerbé les besoins humanitaires et entraîné de graves violations de la protection. Près de 80 % de la population de la préfecture avait besoin d'une aide humanitaire en janvier, et la recrudescence du conflit cette année a exacerbé ces besoins, en particulier l'accès aux soins de santé et aux services de protection, selon l'ONU. Des groupes armés ont enlevé et tué des civils, incendié des biens privés et déplacé plus de 7 500 personnes du Haut-Mbomou vers les régions de Bangassou, Mboki et Zémio (préfecture de Mbomou) au cours du mois de mai. Les populations déplacées à Mboki ont des besoins accrus en matière de soins de santé qui ne sont toujours pas satisfaits - notamment en ce qui concerne l'accès aux consultations médicales, aux services de santé reproductive et aux vaccinations - en raison de l'insécurité persistante qui empêche la mise en place d'une présence humanitaire cohérente en matière de santé et de pénuries de médicaments essentiels dues au pillage, selon l'ONU. En réponse aux besoins humanitaires croissants dans le Haut-Mbomou, les organisations humanitaires fournissent des soins de santé aux personnes déplacées internes (PDI) à Zémio, en particulier des soins primaires et des services de santé reproductive. Les acteurs humanitaires ont notamment fourni au centre de santé de Zémio des fournitures médicales pour répondre aux besoins d'environ 1 400 personnes pendant une période de trois mois à partir du mois de mai, notamment pour le traitement des infections sexuellement transmissibles et le soutien aux survivantes de la violence sexiste. En outre, le 19 août, l'ONU a alloué 13,2 millions de dollars de son Fonds humanitaire commun pour répondre aux besoins multisectoriels des PDI, des réfugiés, des rapatriés et des membres vulnérables des communautés d'accueil dans les préfectures les plus touchées par le conflit en RCA, en particulier Bambouti, Mboki, Obo et Zémio, dans le Haut-Mbomou.

Les ONG ont été victimes de plus de 120 incidents de sécurité depuis le mois de janvier

L'insécurité en RCA, en particulier dans les régions du nord, continue d'entraver l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence, en particulier en termes de nourriture, de santé, de nutrition, de protection et de soutien WASH. Entre janvier et août, l'ONU a documenté plus de 120 incidents de sécurité contre les acteurs humanitaires, y compris la destruction de biens, l'enlèvement, la torture et 50 cas de violence sexiste. Les incidents de sécurité signalés qui ont affecté les opérations humanitaires en 2023 comprennent également l'enlèvement d'un membre du personnel d'une organisation non gouvernementale (ONG), huit cas de vol des équipes humanitaires, le harcèlement des travailleurs humanitaires et le pillage des marchandises, les crimes opportunistes tels que le vol représentant plus de 59 % des incidents, selon l'ONU. Environ 20 incidents de sécurité ont affecté les acteurs humanitaires au cours du seul mois d'août, le plus grand nombre d'incidents ayant été signalé dans la sous-préfecture de Batangafo (préfecture d'Ouham-Fafa), ainsi qu'à Obo et dans la capitale de la RCA, Bangui, selon l'ONU. La fréquence des incidents de sécurité affectant les acteurs de l'aide humanitaire dans l'ensemble du pays est restée relativement constante au cours des derniers mois, soulignant l'environnement opérationnel complexe et dangereux auquel les acteurs humanitaires sont confrontés en RCA.

Les lacunes persistantes en matière de santé en RCA mettent en danger les civils et entravent la prise en charge médicale

Les civils centrafricains restent exposés à un risque élevé de transmission de maladies infectieuses et de malnutrition, car de nombreuses personnes n'ont pas accès à des marchés fonctionnels, à des aliments nutritifs et à des installations WASH sûres. Ils sont également confrontés à un accès dégradé aux services de santé essentiels.

À la fin du mois d'août, la RCA affichait l'un des plus faibles ratios médecin/patient au monde, avec seulement 0,6 médecin pour 10 000 civils, selon Médecins Sans Frontières. De nombreux établissements de santé sont également confrontés à une capacité opérationnelle limitée en raison d'un manque d'équipements essentiels, de médicaments et d'électricité fiable, entre autres facteurs. De plus, en raison de l'insécurité accrue et des contraintes d'accès qui en découlent, la capacité des acteurs humanitaires à fournir une assistance vitale dans de nombreuses régions du pays reste limitée, en particulier dans les régions du nord où les routes et les infrastructures de transport sont restreintes. En réponse aux besoins médicaux accrus à travers la RCA, et malgré les contraintes d'accès croissantes dans certaines zones, une ONG partenaire de l'USAID/BHA soutient les centres de santé et les cliniques mobiles capables d'administrer des traitements médicaux sûrs et accessibles à près de 55 000 personnes déplacées, populations d'accueil et réfugiés en RCA.

CHIFFRES CLÉS



50,3 millions

\$

En soutien dédié du gouvernement américain aux opérations d'assistance alimentaire

RIPOSTE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'USAID/BHA soutient le PAM pour fournir une assistance alimentaire d'urgence - y compris des transferts d'argent ; de la nourriture achetée au niveau local et régional ; du riz, des pois cassés et de l'huile végétale fournis par les États-Unis ; et des bons échangeables contre de la nourriture sur les marchés locaux - aux populations en situation d'insécurité alimentaire dans toute la RCA, y compris les communautés d'accueil, les déplacés internes, les réfugiés et les personnes rapatriées. L'USAID/BHA soutient également les ONG partenaires pour fournir une assistance alimentaire d'urgence aux populations

dans le besoin dans l'ensemble du pays. En outre, les partenaires de l'USAID/BHA fournissent des intrants agricoles et des formations pour renforcer la sécurité alimentaire et faciliter la réhabilitation des moyens de subsistance des ménages les plus vulnérables de la RCA.



7

Partenaires soutenant les activités de santé et de nutrition financés par l'USAID/BHA

SANTÉ ET NUTRITION

L'USAID/BHA aide les ONG partenaires à mener des programmes d'alimentation complémentaire pour les enfants âgés de 5 ans ou moins et les femmes enceintes et allaitantes en créant des voies d'orientation communautaires pour identifier et traiter les cas de malnutrition. Par l'intermédiaire du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'USAID/BHA fournit également une aide nutritionnelle d'urgence aux enfants, aux mères et à leurs aidants. En outre, l'USAID/BHA assiste les ONG dans la fourniture d'une assistance sanitaire, qui couvrent notamment des traitements diagnostiques, l'exploitation de cliniques mobiles et des services d'orientation pour les maladies et les blessures. Les ONG partenaires de l'USAID/BHA fournissent aussi des produits médicaux essentiels ainsi qu'une formation aux intervenants communautaires et aux cliniques.



2

Les partenaires financés par le gouvernement américain soutiennent les opérations logistiques critiques

SOUTIEN LOGISTIQUE

Les partenaires de l'USAID/BHA fournissent des services logistiques essentiels dans le cadre de la réponse humanitaire en RCA. En raison de l'accès routier insuffisant à travers le pays, l'USAID/BHA soutient le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) pour assurer le transport humanitaire du personnel et des marchandises à travers la RCA et pour fournir un service aérien aux ONG partenaires. En outre, les ONG partenaires de l'USAID/BHA assurent la gestion commune de la logistique et du stockage pour les organisations de riposte. L'USAID/BHA a également financé des efforts visant à améliorer les plateformes logistiques à Bangui afin de renforcer les capacités de réponse des partenaires du mécanisme de réponse rapide (RRM) géré par l'UNICEF, permettant aux acteurs de l'aide humanitaire d'envoyer rapidement des fournitures dans les zones touchées par la crise.



8

Partenaires financés par le gouvernement américain qui soutiennent les activités WASH

WASH

Les partenaires de l'USAID/BHA fournissent une assistance WASH critique aux populations dans le besoin dans l'ensemble de la RCA, notamment aux personnes déplacées abritées dans les camps et aux rapatriés. L'USAID/BHA a également soutenu les partenaires RRM gérés par l'UNICEF, qui fournissent une assistance WASH par la construction de latrines, la distribution de kits d'hygiène, l'organisation de sessions de sensibilisation à l'hygiène et la réhabilitation de points d'eau dans toute la RCA. Des activités soutenues par le Département d'État/PRM ont permis de réhabiliter les sources d'eau potable et de soutenir les systèmes de distribution d'eau au sein des communautés vulnérables au cours de l'exercice 2023.



8

Les partenaires financés par le gouvernement américain soutiennent les activités de protection

PROTECTION

Les partenaires de l'USAID/BHA et du Département d'État/PRM continuent de mettre en œuvre des programmes de protection pour les populations les plus vulnérables de la RCA en renforçant les services de protection de l'enfance, en organisant des séances de sensibilisation des communautés aux risques pour la protection, en fournissant des services de gestion et d'orientation des cas d'urgence pour les survivantes de la violence sexiste, et en fournissant des services de soutien psychosocial individuel.



9,5 millions

\$

En soutien dédié du gouvernement américain aux abris et camps durant l'exercice fiscal 2023

ABRIS ET CAMPS

L'USAID/BHA soutient les ONG et les agences des Nations Unies en fournissant une assistance individualisée en matière d'abris aux PDI, aux rapatriés et aux communautés d'accueil affectées par le conflit en RCA. Les partenaires de l'USAID/BHA et du Département d'État/PRM ont distribué des kits d'abris d'urgence et ont amélioré les services de coordination et de gestion des camps de déplacés (CCCM) dans tout le pays au cours de l'exercice 2023. En outre, l'USAID/BHA a soutenu l'OIM - co-responsable du CCCM Cluster de la RCA, l'organe de coordination des activités CCCM humanitaires, composé d'agences des Nations Unies, d'ONG et d'autres parties prenantes - en mettant en place au préalable des kits d'abri d'urgence dans l'ensemble du pays. Avec le soutien de l'USAID/BHA, l'OIM collecte des données de suivi de la mobilité et fournit des abris transitoires aux PDI qui regagnent leur région d'origine.

RÉSUMÉ DU CONTEXTE

- En décembre 2012, l'alliance armée Séléka a avancé à travers la RCA en opposition au président de l'époque, François Bozizé. Le 24 mars 2013, les combattants de la Séléka sont entrés dans Bangui, prenant effectivement le contrôle du pays et déclenchant une période de violence généralisée. Les conditions de sécurité se sont encore détériorées en décembre 2013, lorsque des affrontements ont éclaté entre l'alliance Séléka, désormais dissoute, et des milices anti-balaka composées de combattants armés qui s'opposaient aux forces de l'ex-Séléka.
- Après une période de transition de près de trois ans, la RCA a organisé des élections présidentielles en décembre 2015 et en février 2016, qui ont abouti à l'élection du président Faustin-Archange Touadéra, qui a pris ses fonctions le 30 mars 2016.
- Après plus de six ans de conflit, le Gouvernement centrafricain et 14 groupes armés ont signé l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine le 6 février 2019.
- Une flambée de violence liée aux élections a débuté en décembre 2020 entre les groupes armés de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), le gouvernement de la RCA, la MINUSCA et les forces de sécurité bilatérales soutenant le gouvernement de la RCA. Le conflit a exacerbé la détérioration généralisée des conditions humanitaires tout au long de l'année suivante, y compris les nombreuses violations des droits de l'homme attribuées à la présence des groupes armés.

- Le 18 janvier 2021, la Cour constitutionnelle a validé les résultats de l'élection du 27 décembre 2020, ce qui a permis au président Touadéra d'assumer un second mandat. Avant et pendant l'élection, des groupes armés alliés à l'ancien président Bozizé, que la Cour constitutionnelle avait jugé inéligible, ont déployé des efforts concertés pour perturber le scrutin et s'emparer des principales zones urbaines.
- Le 15 octobre 2021, le Président Touadéra a déclaré un cessez-le-feu unilatéral, qui a été accepté par tous les groupes impliqués dans le conflit sauf deux, dont le CPC.
- Le 4 octobre 2022, l'ambassadrice américaine Patricia A. Mahoney a, pour l'exercice fiscal 2023, renouvelé la déclaration de besoin humanitaire pour la situation d'urgence complexe en RCA pour l'année fiscale 2023 en raison de l'ampleur et de la gravité des besoins humanitaires actuels dans le pays.

FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RCA POUR L'EXERCICE FISCAL 2023^{1,2}

PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE	ACTIVITÉ	LIEU	MONTANT
USAID/BHA³			
RCA			
African Initiatives for Relief and Development (AIRD)	Abris et camps, WASH	Ouaka	749 960 \$
ALIMA	Santé et nutrition	Haut-Mbomou	1 500 000 \$
Catholic Relief Services (CRS)	Agriculture ; Systèmes de redressement économique et de marché (ERMS) ; Assistance alimentaire (États-Unis), aide alimentaire en nature	Nana-Mambéré, Ouham-Pendé	3 500 000 \$
Danish Refugee Council (DRC)	Protection, Abris et camps, WASH	Bamingui-Bangoran, Ouham, Ouham-Pendé	1 800 000 \$
Humanity & Inclusion	Soutien logistique	Basse-Kotto, Ouaka	1 800 000 \$
International Medical Corps (IMC)	ERMS, Santé, Nutrition et Protection	Haute-Kotto, Ouaka, Vakaga	8 300 000 \$
International NGO Safety Organization (INSO)	Coordination humanitaire, gestion de l'information et évaluations (HCIMA)	Ensemble du pays	1 500 000 \$
OIM	ERMS, HCIMA, Abris et camps	Haute-Kotto, Nana-Grébizi, Ouham-Fafa	11 000 000 \$
	HCIMA	Ensemble du pays	950 000 \$
International Rescue Committee (IRC)	Protection	Bamingui-Bangoran, Bangui, Nana-Grébizi	200 000 \$
Mentor	Santé	Ouham-Fafa	799 021 \$
Mercy Corps	Agriculture ; ERMS ; Assistance alimentaire, transferts en espèces, bons d'alimentation ; Protection ; WASH	Ouaka	4 000 000 \$
Oxfam	WASH	Haute-Kotto, Ouham-Fafa	850 000 \$
Solidarités International	Agriculture ; Assistance alimentaire, Transferts en espèces, bons d'alimentation ; Santé ; Nutrition ; WASH	Basse-Kotto	5 000 000 \$
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	HCIMA	Ensemble du pays	2 000 000 \$
UNICEF	HCIMA, Protection, WASH	Ensemble du pays	3 300 000 \$
	Nutrition (États-Unis), produits nutritionnels spécialisés en nature	Ensemble du pays	1 066 979 \$
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)	HCIMA	Ensemble du pays	1 500 000 \$

Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)	Santé, Protection	Ensemble du pays	1 100 000 \$
PAM	Assistance alimentaire (États-Unis), aide alimentaire en nature	Basse-Kotto, Haute-Kotto, Kemo, Mambéré-Kadéï, Mbomou, Nana-Grébizi, Ouaka, Ouham-Pendé, Sangha-Mbaéré, Vakaga	26 420 533 \$
	Assistance alimentaire, transferts en espèces, bons d'alimentation	Ensemble du pays	15 000 000 \$
	Assistance alimentaire (États-Unis), aide alimentaire en nature	Ensemble du pays	4 000 000 \$
	Soutien logistique	Ensemble du pays	4 000 000 \$
World Vision	Agriculture ; ERMS ; Assistance alimentaire, transferts en espèces pour des denrées alimentaires, bons d'alimentation ; Assistance monétaire polyvalente (MPCA)	Mbomou, Ouaka,	3 566 279 \$
Soutien au programme			23 331 \$

FINANCEMENT TOTAL USAID/BHA

103 926 103 \$

DÉPARTEMENT D'ÉTAT/PRM⁴

Danish Refugee Council	Multi-Sector Assistance	Cameroun	1 500 000 \$
Hebrew Immigrant Society	Multi-Sector Assistance	Tchad	1 530 000 \$
Implementing Partner	Multi-Sector Assistance	Tchad	24 800 \$
Comité International de la Croix-Rouge (ICRC)	Multi-Sector Assistance	RCA	10 100 000 \$
Jesuit Refugee Service	Protection	Cameroun	1 275 000 \$
UNHAS	Logistics	RDC	695 000 \$
	Multi-Sector Assistance	Cameroun	7 200 000 \$
UNHCR	Multi-Sector Assistance	RCA	14 600 000 \$
	Multi-Sector Assistance	Régional	16 900 000 \$
World Vision	Health, Protection	RDC	2 000 000 \$

FINANCEMENT TOTAL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT/PRM

55 824 800 \$

FINANCEMENT TOTAL DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RCA POUR L'EXERCICE FISCAL 2023

159 750 903 \$

¹ L'année de financement indique la date d'engagement ou d'obligation, et non d'affectation, des fonds. Les chiffres du financement reflètent le financement total annoncé publiquement par l'USAID/BHA au 30 septembre 2023 ; le financement du Département d'État/PRM sera mis à jour avec les chiffres finaux de l'exercice 2023 lorsqu'ils seront disponibles.

² Valeur totale de l'aide alimentaire et des coûts associés ajustés des valeurs estimées aux valeurs réelles.

³ Le financement de l'USAID/BHA en RCA soutient la programmation pour répondre aux besoins préexistants dans le pays, ainsi qu'aux nouveaux besoins causés par la crise en cours au Soudan. Le financement de l'USAID/BHA en faveur des personnes déplacées du Soudan est également signalé dans la fiche d'information sur l'urgence complexe au Soudan du gouvernement américain (USG).

⁴ Ce total comprend le financement pour les Centrafricains en RCA et dans les pays voisins et exclut le financement par le Département d'État/PRM de l'exercice 2023 pour les interventions d'urgence au Soudan en RCA, car ce financement est indiqué dans la fiche d'information sur l'urgence complexe au Soudan du gouvernement américain (USG).

INFORMATIONS SUR LES DONS PUBLICS

- La façon la plus efficace de contribuer aux efforts d'assistance consiste à verser des dons aux organisations humanitaires qui interviennent. La liste des organisations humanitaires qui acceptent des dons pour des interventions d'aide aux populations victimes de catastrophes dans le monde est disponible sur www.interaction.org.

- USAID encourage les dons en argent, car ils permettent aux professionnels de l'aide d'acheter exactement ce qui est nécessaire (souvent dans les régions touchées), de réduire la mobilisation des ressources rares (comme les routes, le temps du personnel et les espaces de stockage), de transférer très rapidement l'aide sans coûts de transport, de soutenir l'économie des régions frappées par une catastrophe ainsi que d'offrir une assistance respectant les contraintes locales d'ordre culturel, alimentaire et environnemental.
- Pour en savoir plus, consultez :
 - Centre d'information USAID sur les catastrophes internationales : cidi.org
 - Des informations supplémentaires sur les activités d'aide aux populations sinistrées sont disponibles sur www.reliefweb.int.

Les bulletins d'information de l'USAID/BHA sont disponibles sur le site USAID à l'adresse suivante :
usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work